



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le – 4 DEC. 2018

Administration de la gestion de
l'eau
Monsieur Pierre Kugener
1, avenue du Rock 'n' Roll
L-4361 ESCH-SUR-ALZETTE

N/Réf.: 91615 MW/nb

Monsieur,

En réponse à votre requête du 14 août 2018 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la réalisation d'un forage de reconnaissance en vue de la mise en place d'une nouvelle station de surveillance des eaux souterraines dans la masse d'eau du Dévonien sur un fonds inscrit au cadastre de la commune du PARC HOSINGEN: section HnE de HOSINGEN (In der Dickt), sous le numéro 1081/4523, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Le forage de reconnaissance sera réalisé sur la parcelle cadastrale 1081/4523 située sur le territoire de la commune du Parc Hosingen, section HnE de Hosingen, au lieu-dit « in der Dickt », conformément à la demande, daté au 14 août 2018, **à l'exception de l'emplacement exact du forage et de l'installation éventuelle de la future station de surveillance.**
2. **Les aménagements seront réalisés à proximité immédiate de la chaussée, à moins de 10 mètres de la parcelle voisine 1081/4760, et non à l'endroit marqué sur les plans soumis. Cela permettra de réduire l'emprise de la piste de chantier sur l'environnement naturel et la longueur des gaines à utiliser. L'emplacement exact est à faire approuver préalablement par le préposé de la nature et des forêts.**
3. La profondeur, la durée et le débit d'exploitation du/des (différents) forage(s) seront déterminés par l'autorisation délivrée en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Tout aménagement devra être autorisé au préalable selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.
4. Aucune extraction significative de l'eau souterraine n'aura lieu à l'exception des essais de pompage. Le refoulement d'eau devra se faire soit dans la canalisation d'eau pluviale, soit dans le cours d'eau. Le refoulement devra se faire par moyen d'un bassin de décantation.
5. Pendant les travaux, aucun biotope au sens de l'article 17 de la prédite loi du 18 juillet 2018 ne sera réduit ou détruit aussi bien dans la partie aérienne que souterraine
6. Un rapport comprenant entre autre un descriptif des travaux et des caractéristiques techniques du forage ainsi que de la situation géologique sont à transmettre aux autorités compétentes au plus tard 6 semaines après la finalisation des travaux. Au cas où il ne s'avère pas judicieux de préserver le forage de reconnaissance, celui-ci est à colmater suivant les règles de l'art et conformément aux instructions des responsables de l'Administration de la gestion de l'eau.

7. La bande de travail sera réduite au strict minimum, son emprise sera définie au préalable avec le préposé de la nature et des forêts.
8. Une distance minimale de **2 mètres** est à respecter entre la tranchée et les arbres et les haies afin de réduire l'endommagement de leur système racinaire.
9. Aucun arbre ni arbuste ne sera abattu.
10. Les matériaux de déblai excédentaires seront déposés sur une décharge dûment autorisée.
11. Seuls des matériaux naturels seront utilisés pour le remblayage de la tranchée.
12. Toutes les mesures devront être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.
13. Toute modification apportée à l'installation fera l'objet d'une nouvelle demande préalable.
14. **L'électricité nécessaire pour alimenter la station de surveillance ne pourra alimenter le chalet didactique (« kiosque ») situé à proximité. Il en va de même pour l'eau éventuellement extraite de la station.**
15. Le préposé de la nature et des forêts (Monsieur Martin JACOBS: 621 202 126) sera averti avant le commencement et dès achèvement des travaux.

La présente est valable pour la durée de 2 ans. Si les forages de reconnaissance devaient être concluants, une nouvelle demande devra être introduite pour le captage proprement dit.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



Mike WAGNER
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Commune de PARC HOSINGEN